



Solidarité avec la jeunesse et les travailleurs algériens ! Arrêt de la répression !

Par millions, depuis le 22 février, la jeunesse et les travailleurs d'Algérie manifestent pour en finir avec le régime corrompu. Le CAS UNEF de la faculté des sciences de Montpellier exprime sa solidarité et son soutien à leur mobilisation.

Si Bouteflika a démissionné le 2 avril, personne n'est dupe : l'état-major de l'armée algérienne, avec Gaïd Salah à sa tête, ne s'est résolu à lâcher le Président qu'il avait toujours soutenu, que dans le but de sauver le régime croupissant. La réponse des manifestants est sans appel :

“Système dégage ! Ni Toufik, ni Gaïd Salah !”

A travers leur mobilisation, travailleurs et jeunes d'Algérie défendent leurs garanties collectives (maintien des régimes de retraite, gratuité des soins, droit aux études, maintien des subventions aux produits de première nécessité). Ils se battent aussi pour la conquête des libertés démocratiques (droit de constituer partis et syndicats, liberté d'expression, abrogation du code de la famille...). Dans ce mouvement, les travailleurs cherchent à se réapproprier leurs syndicats, en particulier l'UGTA, pour les mettre à leur service . Ainsi, de nombreux syndicats de l'UGTA sont venus exiger, devant la centrale syndicale, le départ de leur dirigeant Sidi Saïd, complètement inféodé au régime, soutien de la dernière heure de Bouteflika.

Notre CAS leur apporte son complet soutien.

Cependant, la répression contre les manifestants s'intensifie. Sur la place de la Grande Poste d'Alger, les rassemblements au lendemain de la destitution de Bouteflika ont été dispersés, un journaliste a été arrêté. Plus encore, face aux syndicalistes de l'UGTA, c'est bien la police du régime qui est venue protéger son fidèle serviteur Sidi Saïd ! La solidarité des travailleurs et étudiants de France avec les travailleurs et jeunes algériens, pour l'arrêt de la répression, est plus que jamais à l'ordre du jour.

De son côté, Macron déclare le 12 mars : « Nous ferons tout pour accompagner l'Algérie dans cette transition avec amitié et avec respect ». Cela ne signifie rien d'autre que : Nous ferons tout pour assurer la continuité d'un système qui protège les intérêts de l'impérialisme français en Algérie. Le dimanche 7 avril, la police est intervenue pour provoquer puis gazer le rassemblement de la diaspora algérienne à Paris, voilà donc la nature de cet « accompagnement amical » !

L'UNEF s'est constituée comme organisation au côté du mouvement ouvrier pendant la guerre d'Algérie, sur une position anticolonialiste, en soutien aux masses algériennes opprimées par l'impérialisme français. Aujourd'hui encore, celui-ci exerce son influence en Algérie, contre les intérêts des travailleurs et des jeunes. C'est pourquoi nous reprenons le mot d'ordre entendu dans les manifestations algériennes : **Macron complice !** nous disons :

- **Aucune répression contre les manifestations, ni en Algérie, ni en France !**
- **Bas les pattes devant les travailleurs et la jeunesse algérienne !**
- **Soutien à leur combat pour en finir avec le régime !**
- **Non à la répression ! Macron complice de Gaïd Salah**

Notre CA s'adresse à la direction de l'UNEF pour qu'elle lance un appel à l'ensemble des organisations syndicales du mouvement ouvrier, aux organisations de l'émigration algérienne ainsi qu'aux partis qui se réclament des intérêts des travailleurs pour qu'elles prennent la responsabilité d'appeler à des manifestations de solidarité devant l'ambassade d'Algérie à Paris et les consulats partout en France.